



QUENTIN DUTERTRE
JEAN-PIERRE EMMERICH
CAMILLE LEJEUNE
GÉRARD LEJEUNE
EXPERTS-COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES

CLIC ORGESSONNE

25, routed'Egly
91 290 ARPAJON

SIRET : 447 708 298 00057 ; APE : 88.99 B

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025



QUENTIN DUTERTRE
JEAN-PIERRE EMMERICH
CAMILLE LEJEUNE
GÉRARD LEJEUNE
EXPERTS-COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES

CLIC ORGESSONNE

25, route d'Egly
91 290 ARPAJON

Al'assemblée générale de l'association CLIC ORGESSONNE,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CLIC ORGESSONNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

REFERENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

INDEPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 décrites dans le paragraphe « Règles générales » de l'annexe des comptes annuels.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons notamment examiné les éléments justifiant les subventions comptabilisées, leur correcte affectation comptable ainsi que le respect du principe de séparation des exercices.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

RESPONSABILITESDE LA DIRECTIONETDES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en

place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

■ identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

▣ prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

▣ apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

▣ apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

▣ apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Sainte-Geneviève-des-Bois,
Le 9 mars 2026

Le Commissaire aux comptes,
Jean-Pierre EMMERICH

Bilan Asso ANC N° 2023-03 (CEG)

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
ACTIF				
Frais d'établissement (I)				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés	8 606,16	7 877,09	729,07	793,80
Fond commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	105 902,32	102 629,94	3 272,38	10 002,07
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	15,00		15,00	15,00
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Total Actif immobilisé (II)	114 523,48	110 507,03	4 016,45	10 810,87
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	9 138,55		9 138,55	17 121,00
Charges constatées d'avance	12 156,89		12 156,89	5 588,70
Divers				
Valeurs mobilières de placement	100 000,00		100 000,00	
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	377 108,68		377 108,68	458 498,31
Total Actif circulant (III)	498 404,12		498 404,12	481 208,0
Frais d'émission des emprunts (IV)				1
Prime de remboursement des emprunts (V)				
Ecarts de conversion / Diff. d'évaluation (VI)				
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)	612 927,60	110 507,03	502 420,57	492 018,88

Bilan Asso ANC N° 2023-03 (CEG)

	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
PASSIF		
Fonds propres sans droit de reprise	30 320,64	30 320,64
Première situation nette établie		
Fonds propres statutaires	30 320,64	30 320,64
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecarts de réévaluation		
Ecarts d'équivalence		
Réserves	78 520,28	78 520,28
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Réserves pour projet de l'entité	78 520,28	78 520,28
Report à nouveau	238 040,83	220 899,32
Excédent ou déficit de l'exercice	11 598,95	17 141,51
Situation nette (sous-total)	358 480,70	346 881,75
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 241,61	4 241,61
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total des capitaux propres (I)	359 722,31	351 123,36
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	31 360,75	35 353,63
Total des fonds reportés et dédiés (II)	31 360,7	35 353,6
Provisions	5	3
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	30 000,00	30 000,00
Total des provisions (III)	30 000,0	30 000,0
Dettes	0	0
Emprunts obligataires et assimilés		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 881,80	7 440,80
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	75 455,71	68 101,09
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance		
Total des dettes (IV)	81 337,51	75 541,89
Ecarts de conversion / Diff. d'évaluation (V)		
TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)	502 420,57	492 018,88

CDR Asso ANC N°2023-03 (CEG)

	du 01/01/25 au 31/12/25 12 mois	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens		
Ventes de prestations services		
Produits de tiers financeurs	559 020,13	585 154,86
Concours publics et subventions d'exploitation	559 020,13	585 154,86
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Contributions financières		
Repr. / amort., dépréc. et prov.		4 889,00
Produits des cessions d'immobilisations		
Utilisation des fonds dédiés	14 559,88	10 715,00
Autres produits	469,00	102,23
Total des produits d'exploitation (I)	574 049,01	600 861,09
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes	77 125,11	82 607,35
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	14 607,00	14 790,76
Salaires	327 767,45	332 558,25
Cotisations sociales	125 639,48	126 737,48
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	8 676,93	10 305,88
Sur immob. : dotations aux amort.	8 676,93	10 305,88
Sur immob. : dotations aux dép.		
Sur actif circulant. : dotations aux amort.		
Dotations aux provisions		10 000,00
Reports en fonds dédiés	10 567,00	12 400,00
Valeurs comptables des immo. cédées		
Autres charges	28,50	3,10
Total des charges d'exploitation (II)	564 411,47	589 402,82
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	9 637,54	11 458,27
Produits financiers		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immob.		
Autres intérêts et produits assimilés	2 054,74	2 716,24
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des cessions d'éléments financiers		
Produits nets / cessions VMP et instruments de trésorerie		
Total des produits financiers (III)	2 054,74	2 716,24
Charges financières		
Dotations aux amort., aux dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immo. financières cédées		
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de placement		
Total des charges financières (IV)		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	2 054,74	2 716,24
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	11 692,28	14 174,51

CDR Asso ANC N°2023-03 (CEG)

	du 01/01/25 au 31/12/25 12 mois	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions		3 000,00
Total des produits exceptionnels (V)		
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dot. amortissements, aux dépréciations et provisions	59,33	
Total des charges exceptionnelles (VI)	-59,33	
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		3 000,00
Participation des salariés aux résultats (VII)	34,00	33,00
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	578 109,13	606 577,33
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	564 504,80	589 435,82
	11 358,33	17 141,51
Dons en nature		
Prestations en nature	26 289,60	26 289,60
Bénévolat		
TOTAL	26 289,60	26 289,60
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite	26 289,60	26 289,60
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	26 289,60	26 289,60

COMPTES ANNUELS

2025

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : CLIC ORGESSONNE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2025, dont le total est de 502 421 euros

et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un excédent de 11 599 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 09/03/2026 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Une description de l'objet social de l'entité

Le CLIC Orgessonne, Association loi de 1901 est née le 1 Janvier 2011 de la fusion absorption des 3 associations :

- Le CLIC du Val d'Orge,
- Le CLIC Centre Essonne,
- Le CLIC de la Vallée de l'Essonne.

Une description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

Le CLIC ORGESSONNE est une association régie par la loi de 1901. Son Administration de tutelle est le Conseil Départemental de l'Essonne.

Une convention annuelle signée le 7 avril 2025 entre le Conseil Départemental et le CLIC. La convention actuelle court jusqu'au 31 décembre 2025.

Une convention est également signée entre les Communes adhérentes, Communautés de Communes ou d'Agglomérations et le CLIC.

Le secteur du CLIC ORGESSONNE comprend 57 communes.

Son rayon d'action se situe sur les communes suivantes :

Arpajon, Auvernaux, Avrainville, Ballancourt, Baulne, Boigneville, Boutigny-sur-Essonne, Brétigny-sur-Orge, Breuillet, Buno-Bonnevaux, Bruyères-le-Châtel, Cerny, Champcueil, Cheptainville, Chevannes, Courances, Courdimanche-sur-Essonne, D'Huisson-Longueville, Dannemois, Echarcon, Egly, Fontenay-le-Vicomte, Gironville-sur-Essonne, Guibeville, Guigneville-sur-Essonne, Itteville, la Ferté-Alais, La Norville, Le Plessis-Pâté, Leudeville, Leuville-sur-Orge, Longpont, Maisse, Marolles-en-Hurepoix, Mennecy, Mondeville, Milly-la-Forêt, Moigny-sur-Ecole, Nainville-les-Roches, Ollainville, Oncy-sur-Ecole, Ormoy, Orveau, Prunay-sur-Essonne, Saint Germain-Les-Arpajon, Saint-Vrain, Soisy-sur-Ecole, Sainte Geneviève des Bois, Saint Michel sur Orge, Vayres-sur-Essonne, Vert-le-Grand, Vert-le-Petit, Videlles, Villemoisson sur Orge, Villiers sur Orge.

Ses missions :

- Accueil, écoute, information, accompagnement des personnes âgées, de leurs familles et des professionnels.
- Evaluation globale des situations et élaboration du plan d'accompagnement personnalisé.
- Suivi et adaptation du plan d'accompagnement.
- Coordination des partenaires sociaux, médico-sociaux et sanitaires autour de la personne âgée.
- Animation du réseau gérontologique.
- Actions collectives de prévention, de sensibilisation et d'éducation.
- Observatoire des besoins des personnes âgées et de l'offre de service du territoire.

Une description des moyens mis en oeuvre :

Le Clic Orgessonne est financé par le Conseil Départemental, les Communes, les Communautés de Communes ou d'Agglomérations .

La participation financière par habitant de 60 ans et plus est de :

4 € pour les communes, communautés de communes ou d'agglomération,

5€ pour le Conseil Départemental de l'Essonne.

L'équipe du CLIC Orgessonne est composée de 9 personnes . Celle-ci se compose d'une Directrice, une assistante de Direction, de trois coordinateur(trices) et de quatre chargés d'évaluations.

Règles et méthodes comptables

Le CLIC Orgessonne dispose de locaux mis à disposition à titre gratuit par le Conseil Départemental de l'Essonne pour lequel une convention de mise à disposition a été signée le 25 novembre 2019. Ces locaux ont une superficie de 164,31m². Une participation aux charges est établie au prorata de la surface attribuée au Clic Orgessonne.

La flotte de véhicules du CLIC Orgessonne est composée de trois Renault Twingo (deux véhicules achetés le 31/08/2018 et un véhicule acheté le 24/01/2019) et d'une Renault Zoé achetée le 31/05/2021.

Le CLIC Orgessonne dispose également de PC fixe pour l'ensemble de son personnel, d'un logiciel métier Logiciel, d'un photocopieur multi-fonctions, de téléphones portables.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2025 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes ont également été présentés en application du règlement ANC 2023-03 applicable à compter des exercices ouverts en 2025 et modifiant le règlement ANC 2018-06 ; ceci constitue un changement de réglementation comptable.

La définition du résultat exceptionnel est devenue beaucoup plus restrictive en 2025.

Les "Transferts de Charges", compte 79 sont directement portées dans les comptes de produits adéquats (ex: 708, 758...).

Dans le cas de l'association le Clic Orgessonne, il s'agit des remboursements de formation,

Les "Amendes et pénalités", compte 6712 sont portées au compte 658200.

Les "reprises de sub. d'investissement", compte 771100 sont portées au compte 742000

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

En date du 25 novembre 2019, l'association a déménagé à Arpajon. Comme précédemment, elle ne sera redevable que des charges locatives, ces dernières ont été comptabilisées au réel sur la base des appels de fonds reçus au cours de l'année. La mise à disposition gratuite des locaux a été constatée en comptabilité dans des comptes de la classe 8.

Autres éléments significatifs

Passif social :

Le montant du passif social lié aux indemnités de départ à la retraite s'élève à 17 090€ au 31.12.2025 soit (12 207€ bruts et 4 883€ de charges sociales).

Le montant du passif social a été calculé sur la base de l'article 29 de la convention collective..

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	8 606	1 942	1 942	8 606
Immobilisations incorporelles	8 606			8 606
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagement des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagement divers				
- Matériel de transport	64 856			64 856
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	41 046			41 046
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	105 902			105 902
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	15			15
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières	15			15
ACTIF IMMOBILISE	114 523	1 942	1 942	114 523

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	1 942			1 942
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	1 942			1 942
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions	1 942			1 942
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice	1 942			1 942

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	7 812	2 007	1 942	7 877
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagement des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagement divers				
- Matériel de transport	56 542	5 880		62 422
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	39 358	850		40 208
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	95 900	6 730		102 630
ACTIF IMMOBILIER	103 713	8 736	1 942	110 507

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 21 295 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	9 139	9 139	
Charges constatées d'avance	12 157	12 157	
Total	21 295	21 295	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Personnel - produits à recevoir	8 498
Charges sociales - produits à recev	464
Total	8 962

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	30 321				30 321
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves hors activités sociales	78 520				78 520
Réserves des activités sociales					
RAN hors activités sociales	220 899	17 142			238 041
RAN des activités sociales					
Exc.ou Déficit hors activ.sociales	17 142				11 599
Exc.ou Déficit des activités sociales					
Situation nette	346 882	17 142			358 481
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	4 242			3 000	1 242
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	351 123	17 142		3 000	359 722

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	30 000				30 000
Total	30 000				30 000
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation					
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 81 338 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 882	5 882		
Dettes fiscales et sociales	75 456	75 456		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance				
Total	81 338	81 338		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Déplacements NP	300
Honoraires NP	5 150
Dettes provis. pr congés à payer	34 183
Charges sociales s/congés à payer	12 343
Charges fiscales s/congés à payer	1 440
Taxe sur les salaires CAP	2 237
Formation continue CAP	4 590
Total	60 244

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d avance	2 268		
Locations mobilières d avance	2 076		
Maintenance, période d avance	434		
Assurances, période d avance	7 115		
Abonnements téléphones d avance	265		
Total	12 157		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 5 150 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics		4 283				4 283
Subventions d'exploitation			554 737			554 737
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						559 020

Autres informations

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Précisions : Les fonctions de Directrice sont rémunérées par l'Association. Sa rémunération n'est pas mentionnée car cela reviendrait à communiquer une rémunération individuelle.

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	

Donations

Autres informations

Fonds dédiés

Ressources provenant de la générosité du public

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours.	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés
Fonds dédiés antérie	4 874	4 875	26			4 848	
Lien des âges	1 443	1 443	1 443				
Action dévt café aida	21 601	21 601	8 931		10 567	23 237	
Action transmission	1 394	1 394				1 394	
Atelier médiation ani	1 141	1 141	915			226	
Promesse de l'aidant	4 900	4 900	3 245			1 655	
Sous total	35 353	35 353	14 560		10 567	31 360	
Sous total							
TOTAL	35 353	35 353	14 560		10 567	31 360	